

1. ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION EN DATE DU 12 MAI 2008

1.1 INTRODUCTION

L'analyse financière de la direction qui suit comprend la revue des résultats financiers consolidés de Conporec inc. (la « Société ») pour la période se terminant le 31 mars 2008. Elle doit être lue de concert avec les états financiers consolidés vérifiés de la Société et les notes afférentes pour la période terminée le 31 décembre 2007. Les résultats ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR canadiens) et sont en dollars canadiens.

1.2 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Cette analyse financière de la direction contient des énoncés prospectifs. Tous les énoncés, sauf les énoncés de faits historiques, qui figurent dans la présente analyse financière de la direction sont des énoncés prospectifs. Les actionnaires peuvent repérer bon nombre de ces énoncés par l'utilisation de termes comme « estime », « entend », « pourrait », « peut », « est susceptible », « projette », « prévoit », « continue » ou autres termes semblables ou de la forme négative de ceux-ci. Rien ne garantit que les projets, les intentions ou les prévisions sur lesquels se fondent les énoncés prospectifs seront réalisés. Les énoncés prospectifs sont assujettis à des risques, des incertitudes et des hypothèses, y compris ceux qui sont traités ailleurs dans la présente analyse financière de la direction. Bien que la Société estime que les prévisions représentées par ces énoncés prospectifs soient raisonnables, rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. La rubrique « Risques et incertitudes » présente les risques pouvant avoir un effet sur les résultats futurs et pouvant faire en sorte que les résultats diffèrent beaucoup de ceux prévus dans les énoncés prospectifs.

Les renseignements qui figurent dans la présente analyse financière de la direction présentent d'autres facteurs pouvant avoir un effet sur les résultats d'exploitation et de rendement de la Société. Nous vous prions d'étudier ces facteurs avec soin.

Les énoncés prospectifs qui figurent aux présentes sont présentés sous réserve entière du présent avertissement. Les énoncés prospectifs inclus dans la présente analyse financière de la direction sont donnés en date de la présente analyse financière de la direction et la Société ne s'engage ni à actualiser ni à réviser publiquement ces énoncés prospectifs afin qu'ils tiennent compte de nouveaux renseignements, d'événements subséquents, de résultats, de circonstances ou autrement.

1.3 INFORMATION ADITIONNELLE

Toute référence au « BAIIA » dans ce document signifie le bénéfice avant les intérêts, les impôts sur les bénéfices et l'amortissement. Le BAIIA n'est par un terme défini par les PCGR canadiens mais la Société croit que la présentation de BAIIA améliore la compréhension des conditions financières, des résultats d'opérations et de ses liquidités car BAIIA est utilisé par la Société pour satisfaire ses obligations concernant sa dette bancaire, ses achats d'immobilisations et autres besoins opérationnels, ainsi que ses besoins de financement pour son développement.

1.4 INFORMATION FINANCIÈRE

Le tableau suivant représente l'information financière en ce qui a trait aux résultats financiers de la Société pour les deux dernières années. Les données annuelles proviennent de l'information financière détaillée contenue dans les états financiers consolidés vérifiés de la Société et les notes les accompagnants, tandis que les données trimestrielles proviennent des états financiers consolidés non vérifiés de la Société et les notes les accompagnants.

Information financière comparative

(en milliers de dollars canadien, sauf montant par action)

	Année 2007 (vérifiées)	Année 2006 (vérifiées)	T1-2008	T4 - 2007	T3 - 2007 (non vérifiés)	T2 - 2007	T1-2007
Revenus	7 554 \$	8 004 \$	3 000 \$	2 369 \$	1 542 \$	1 841 \$	1 803 \$
Frais d'exploitation directs	6 480 \$	6 652 \$	2 527 \$	2 031 \$	1 598 \$	1 457 \$	1 394 \$
Marge brute	1 075 \$	1 352 \$	473 \$	338 \$	(56) \$	384 \$	409 \$
Frais de vente et administration	4 414 \$	4 322 \$	901 \$	1 295 \$	847 \$	1 209 \$	1 063 \$
Baïia	(3 340) \$	(2 970) \$	(427) \$	(957) \$	(903) \$	(825) \$	(654) \$
Frais financiers	327 \$	883 \$	10 \$	66 \$	44 \$	26 \$	191 \$
Amortissement	687 \$	692 \$	168 \$	172 \$	178 \$	171 \$	165 \$
Gain sur radiation de dettes et débetures	(6 924) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(6 924) \$
Autres postes	- \$	(19) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Bénéfice (perte) net	2 570 \$	(4 526) \$	(605) \$	(1 195) \$	(1 125) \$	(1 022) \$	5 913 \$
Bénéfice (perte) net par action	0,21 \$	(0,77) \$	(0,05) \$	(0,09) \$	(0,09) \$	(0,08) \$	0,60 \$
Moyenne pondérée d'actions (milliers)	11 976	5 862	12 692	12 692	12 692	12 651	9 829
Flux de trésorerie liée aux activités d'exploitation	(2 852) \$	(3 064) \$	219 \$	223 \$	(620) \$	(849) \$	(1 607) \$
Actifs totaux	20 150 \$	20 089 \$	20 222 \$	20 150 \$	20 249 \$	21 352 \$	21 758 \$
Total des dettes et débetures	1 821 \$	13 258 \$	1 778 \$	1 821 \$	1 754 \$	1 790 \$	563 \$
Capitaux propres	13 399 \$	1 756 \$	12 800 \$	13 399 \$	14 619 \$	15 757 \$	16 715 \$

1.5 ANALYSE DES RÉSULTATS

Le tableau suivant présente les résultats de l'année se terminant le 31 mars 2008 et les compare à ceux de la période correspondante de 2007.

Résumé des résultats trimestriels - Périodes de 3 mois terminées les 31 mars 2008 et 2007

	Premier trimestre 2 008	2 007	Augmentation (Diminution)	%	Note
Revenus	2 999 988	1 802 781	1 197 207 \$	66,4%	2.5.1
Frais d'exploitation directs	2 526 739	1 393 821	1 132 918 \$	81,3%	2.5.2
Marge brute	473 249	408 960	64 289 \$		2.5.3
Frais de vente et administration	900 500	1 063 337	(162 837) \$	-15,3%	2.5.4
Baïia	(427 251)	(654 377)	227 126 \$	34,7%	2.5.5
Bénéfice (perte) net	(605 325)	5 913 319	(6 518 644) \$	110,2%	2.5.6
Bénéfice (perte) net par action	(0,05)	0,60	(0,65) \$		

1.5.1 REVENUS

La Société termine le premier trimestre de 2008 avec des revenus de 3,0 M \$, en hausse de 1,2 M \$ (ou 66,4%) par rapport au même trimestre de 2007. Cette hausse est essentiellement attribuable à 2 raisons :

- 1- Une augmentation du volume de matériel traité suite au nouveau contrat signé avec la municipalité de York au cours du quatrième trimestre 2007, ce qui a fait passer les revenus des usines de traitement de 1,7 M \$ à 2,0 M \$ pour les premiers trimestres comparables.
- 2- Le début du contrat de conception/construction du Mindarie Regional Council Recovery Facility (Australie) a fait augmenter les revenus provenant des activités de développement de 0,1 M \$ au premier trimestre 2007 à 1,0 M \$ au cours du premier trimestre de 2008.

1.5.2 FRAIS D'EXPLOITATION DIRECTS

Les frais d'exploitation directs du trimestre ont connu une hausse importante passant de 1,4 M \$ au premier trimestre de 2007 à 2,5 M \$ au trimestre comparable de 2008. Cette augmentation est attribuable principalement à 3 éléments :

- 1- L'augmentation des frais d'exploitation liés au volume de matériel traité du nouveau contrat avec York. Le retard dans la construction de l'usine de Bécancour et l'utilisation de sous-traitants consécutive à ce retard dans la construction ont annulé l'impact positif de la hausse des revenus. Cette situation d'utilisation intensive de sous-traitants perdurera tant que les installations de l'usine ne seront pas complétées;
- 2- Des arrêts récurrents et répétés à l'usine de Sorel-Tracy causés par la qualité non réglementaire du matériel reçu en provenance de la région de Nicolet-Yamaska-Bécancour. Des discussions sont actuellement en cours avec le client pour voir éventuellement à régler cette problématique et à compenser Conporec pour ces frais encourus;
- 3- Les frais liés au contrat de conception/construction du Mindarie Regional Council Recovery Facility (Australie).

1.5.3 MARGE D'EXPLOITATION

La Société a vu sa marge d'exploitation passer de 0,4 M \$ à 0,5 M \$ durant le trimestre, grâce à la croissance de ses activités. Par contre, la marge en pourcentage a diminué de 22,7% à 15,8% pour le trimestre comparable principalement suite aux coûts additionnels provenant du retard de construction de l'usine de Bécancour qui a affecté son efficacité et des arrêts récurrents à l'usine de Sorel-Tracy.

1.5.4 FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les frais de vente et d'administration ont diminué au premier trimestre de 2008 passant de 1,1 M \$ à 0,9 M \$, soit une baisse de 15,3%. Malgré cela, la Société a été très active dans ses efforts de développement en France et en Ontario.

Par ailleurs, la direction considère que ses efforts de commercialisation doivent être perçus comme un investissement à long terme qui devrait permettre de conclure plusieurs contrats sur les scènes nationales et internationales. L'obtention d'un contrat comme celui de l'Australie est le fruit d'efforts de commercialisation qui datent de plusieurs années et qui contribuent au déploiement de son plan d'affaires.

1.5.5 BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, INTÉRÊTS ET AMORTISSEMENT ("BAIIA")

La Société affiche un « BAIIA » négatif de 0,4 M \$ par rapport à un BAIIA négatif de 0,7 M \$ au premier trimestre de 2007, soit une amélioration de 34,7% en 2008.

1.5.6 BÉNÉFICE NET

La Société termine le premier trimestre de 2008 avec une perte de 0,6 M \$ (ou -0,05 \$ par action). Au premier trimestre 2007, la Société avait réalisé un bénéfice net de 5,9 M \$ (ou 0,60 \$ par action) suite au règlement avec ses prêteurs ce qui avait permis d'éliminer pour 12,9 M \$ de dettes et de déventures pour la réalisation d'un gain non-récurrent de 6,9 M \$. En excluant le gain non-récurrent de 6,9 M \$, la Société aurait réalisé une perte de 1,0 M \$. La Société a donc réduit sa perte nette sur cette base.

1.5.7 FLUX DE TRÉSORERIE (LIQUIDITÉS)

Les activités d'exploitation, avant les éléments hors-caisse, ont utilisé 0,4 M \$ pour le premier trimestre de 2008, soit une amélioration de 0,4 M \$ par rapport au trimestre correspondant de 2007. Cette amélioration provient de la réduction de la perte avant considération du gain sur le règlement des dettes et débentures.

Les activités d'investissement ont été assez importantes au premier trimestre de 2008 avec 0,4 M \$ essentiellement pour la poursuite de la mise en place de l'usine de La Prade à Bécancour. Il est à noter que la Société est toujours à la recherche de financement pour pouvoir compléter la construction de cette usine qui est prévue pour traiter à terme, plus de 40 000 tonnes annuellement de déchets organiques. En attendant, la Société fait appel à des sous-traitants pour réaliser ses contrats.

La Société a remboursé pour 43 544 \$ de sa dette long terme au cours du premier trimestre de 2008.

1.5.8 SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société est négatif de 2,9 M \$ à la fin du premier trimestre de 2008. Il était négatif de 2,0 M \$ à la fin de décembre 2007.

Les immobilisations corporelles ont augmenté à 15,4 M \$ suite aux investissements faits au Parc La Prade de Bécancour et sont principalement constitués des éléments d'actifs de l'usine de Sorel-Tracy pour 10,3 M \$ et des éléments d'actifs reliés au projet La Prade pour 5,1 M \$.

Les actifs incorporels représentent la valeur donnée à la technologie acquise de Biomax en juillet 2005, soit un montant de 0,7 M \$.

Suite à l'élimination des principales dettes en mars 2007, la Société présente maintenant un bilan montrant des dettes au total pour 1,8 M \$ pour un avoir des actionnaires de 12,8 M \$, soit un rapport dettes/équité de seulement 14%.

1.6 ACTIONS ORDINAIRES ET EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de Conporec consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominales. Le 29 novembre 2007, la Société a procédé à la consolidation de ses actions à un taux de dix pour une. Toutes les références au nombre d'actions et à leur prix à l'unité tiennent compte de cette consolidation.

Aucune émission de nouvelles actions et aucun rachat d'actions n'a eu lieu au cours du trimestre terminé le 31 mars 2008.

	NOMBRE	MONTANT
Solde au 31 décembre 2007	12 692 413	24 130 837 \$
Aucune transaction durant le trimestre	0	0 \$
Solde au 31 mars 2008	12 692 413	24 130 837 \$

1.7 OPTIONS

La Société a émis pour 50,000 options à un dirigeant au cours du premier trimestre 2008. Ces options sont exerçables au prix de 1,30 \$ et sont acquises progressivement au cours des 5 prochaines années (voir note 6 du rapport financier).

1.8 BONS DE SOUSCRIPTION

La note 6 du rapport financier trimestriel montre les bons de souscription en circulation au 31 mars 2008. Durant le trimestre, 600 000 bons de souscription octroyés le 24 mars 2006 d'une durée de 2 ans et d'un prix d'exercice de 2,50 \$ chacun, ont été annulés.

1.9 DETTES ET DÉBENTURES

La note 5 du rapport financier trimestriel montre le détail des dettes et débentures au 31 mars 2008.

1.10 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société n'a recours à aucun instrument de couverture des risques de change ou des risques d'autres natures.

1.11 ARRANGEMENTS HORS-BILAN

La Société n'a aucun arrangement significatif hors-bilan si ce n'est que des baux pour la location de place d'affaires et la location de certains équipements qui nécessiteront des déboursés de 62 269 \$ d'ici la fin 2008 et de 3 400 \$ pour chacune des années de 2009 à 2011.

1.12 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le tableau suivant présente les opérations entre apparentés

	3 mois au 31 mars 2008	12 mois au 31 décembre 2007
Opération avec des sociétés contrôlées par des administrateurs	\$	\$
Frais d'exploitation ou administration	1 000	21 510
Immobilisations corporelles *	-	445 000

* Ce montant a été payé à Congebec Capital dans le cadre de la transaction du Parc Laprade à Bécancour. Il se décompose d'un dédommagement de \$270 000 pour l'achat du Parc LaPrade et d'un remboursement de \$175 000 de différents montants qui ont été payés d'avance par Congebec Capital pour Conporec Inc.

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des affaires et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

À la fin de la période, les créiteurs et les frais courus incluent des montants dus aux apparentés qui se détaillent comme suit:

	au 31 mars 2008	au 31 décembre 2007
Actionnaires	-	-
Sociétés contrôlées par des administrateurs	-	-

1.13 CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales politiques adoptées par la Société sont inscrites aux "notes 2 et 3" des états financiers consolidés vérifiés au 31 décembre 2007.

1.14 UTILISATION D'ESTIMATION

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés par la direction conformément aux PCGR canadiens. Lors de la préparation de ses états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui touchent les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. De l'avis de la direction, les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumés ci-après.

1.14.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIF INCORPOREL À DURÉE DE VIE LIMITÉE

Les immobilisations corporelles et l'actif incorporel à durée de vie limitée en provenance de Biomax en 2005, sont comptabilisés au coût et amortis sur leur durée de vie estimative, ce qui représente la période pendant laquelle nous estimons que l'actif contribuera aux flux de trésorerie futurs de la Société. L'utilisation d'hypothèses différentes sur la durée de vie pourrait donner lieu à des valeurs comptables différentes.

1.14.2 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets futurs non actualisés prévus à l'utilisation, plus sa valeur résiduelle. Si l'on considère que la valeur d'un actif a subi une dépréciation, le montant de la dépréciation à comptabiliser correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

1.14.3 RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

Une charge de rémunération liée à l'attribution d'options d'achat d'actions est calculée selon la méthode fondée sur la juste valeur à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. La Société envisage des estimations et des hypothèses concernant le taux d'intérêt sans risque, la durée prévue et la volatilité prévue de manière à établir la juste valeur des options. L'utilisation d'hypothèses différentes pourrait générer des valeurs comptables différentes pour la charge de rémunération.

La direction de la Société doit poser diverses hypothèses qui peuvent affecter les résultats de l'évaluation des options, considérant que la Société a peu de données historiques sur son titre. En conséquence, la Société a utilisé des hypothèses selon son meilleur jugement en utilisant des comparaisons sur le marché et d'autres sources d'informations disponibles.

1.15 ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

La Société a annoncé le 27 février 2008 que son conseil d'administration a autorisé un placement privé de 5 000 000 \$ CAD à 6 000 000 \$ CAD ou de 3 333 000 € à 4 000 000 € (le «placement privé»). Les services d'Amsterdams Effectenkantoor B.V., une firme de courtage et de gestion basée à Amsterdam (NE), déjà partenaire de Conporec, ont été retenus par Conporec afin de l'assister dans ce placement privé.

Selon la lettre d'intention, ce placement privé sera effectué à un prix de 1,00 \$ CAD l'action, ou encore de 0,67 € l'action, soit l'équivalent du taux de clôture du 26 février 2008 des actions de Conporec inscrites à la Bourse de croissance TSX inc. du Canada. Un total variant de 5 000 000 à 6 000 000 de nouvelles actions seront alors émises pour réaliser le placement privé dont la date de clôture est prévue au 31 mai 2008 afin de finaliser les discussions avec un partenaire européen potentiel. Les actions ordinaires émises seront sujettes à une période de détention de quatre mois, le tout en conformité avec les politiques des Autorités canadiennes.

Le produit de ce placement privé servira à financer les activités courantes de l'entreprise, de même qu'à compléter la construction de son usine de valorisation des résidus organiques et à lancer le développement de son site de technologies environnementales du Parc La Prade de Bécancour (Ca). Rappelons que ce site de valorisation bénéficie actuellement de toutes les autorisations environnementales requises et de deux contrats signés garantissant des revenus annuels récurrents de l'ordre de 6,5 millions \$ CAD.

1.16 CONTRÔLES ET PROCÉDURES

1.16.1 CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La direction de Conporec Inc. a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information comme ils sont définis dans le Règlement 52-109 – Attestation de l'Information Présentée dans les Documents Annuels et Intermédiaires des Émetteurs. L'évaluation a été effectuée sous la supervision du président directeur général et chef de la direction et du vice-président exécutif et chef de la direction financière. Selon cette évaluation, le président directeur général et chef de la direction et le vice-président exécutif et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de Conporec Inc. étaient efficaces en date du 31 mars 2008.

1.16.2 CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de Conporec Inc. est responsable de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2008, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de Conporec Inc. qui aurait eu une incidence importante, où dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il ait une incidence importante, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Conporec Inc.

1.17 FACTEURS DE RISQUE

Les facteurs de risque dont fait face la Société sont définis dans la notice annelle 2007 à la section 3.7. Des risques et incertitudes supplémentaires que la Société ignore, juge négligeables actuellement pourraient également nuire à son exploitation. Si tout risque de ce genre survenait réellement, les activités, la situation financière, les liquidités ou les résultats d'exploitation de la Société pourraient en être affectés négativement de façon importante.